



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Au-PCF-le-debat-strategique-se-poursuit>

Au PCF, le débat stratégique se poursuit...

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 17 mai 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

(tiré du site d'Ensemble :

<https://www.ensemble-fdg.org/content/au-pcf-le-debat-strategique-se-poursuit>)

Voici encore du neuf, à souligner en ce printemps 2016 : le vote des adhérents du PCF, du 2 au 5 mai. Ils ont affirmé une nécessité : redéfinir une stratégie.

Certes, le nombre de votants, 29183 exprimés sur 51.000 cotisants, (10.000 de moins depuis le dernier congrès) traduit à la fois une baisse des effectifs et une sorte de désenchantement qui touche d'ailleurs toutes les organisations politiques.

Mais l'indication la plus significative est dans le score de la « Base commune » présentée début mars : elle obtient à peine 14942 voix (51,20%). Encore faut-il bien comprendre ce vote...

Il ne faut pas oublier que la tradition de ce parti, loin de l'existence de « courants », se situe plutôt dans la confiance et le sens de la discipline autour de la direction. Ainsi faut-il sans doute remonter dans l'histoire jusqu'aux années 1920 pour trouver une direction ainsi fragilisée autour de votes internes du Parti...

Cette année-ci, avec cinq textes en présence, la « Base commune » adoptée à un CN de début mars pour lancer le congrès était confrontée à quatre textes alternatifs.

Le texte de la direction, obtient une courte majorité, à peine 14942 voix (51,20 %). Trois textes affirmant une volonté identitaire, un PCF sans alliance, ni PS ni Front de gauche : les trois (n°2, 3, 4), différents et concurrents, rassemblent 25 %.

Il faut donc souligner que le texte alternatif "Ambition communiste", a obtenu 25 % des voix). Ses propositions sont assez proches des efforts de regroupement mises au débat par Ensemble ! : « Nous ne pouvons pas faire dépendre notre stratégie d'évolutions supposées du Parti socialiste (...) Le rassemblement de 'toute la gauche', comme celui que Podemos a proposé en Espagne, ne pourra se faire qu'en ayant réussi à briser l'hégémonie du PS à gauche, sur la base d'un rapport de force garantissant l'engagement d'une politique clairement antilibérale (...) Nous proposons que se tiennent, sous la forme d'assemblées citoyennes, des assises locales ouvertes... ».

Encore faut-il bien comprendre ces votes... Dans le cas présent, le vote des adhérents avait été précédé d'un Conseil national, le 15 avril : une « Résolution » y a été adoptée en vue de corriger, « actualiser » le document de début mars. Statutairement, diffusé il ne pouvait être changé, mais le texte, les discussions et le vote de ce CN jouaient un rôle d'éclairage et, sur quelques points importants, de rectifications demandées par une grande part de la majorité des cadres et de la direction du PCF (pcf.fr/site/resolution-politique-Conseil-national-15-avril-2016). On peut y lire une mise en retrait de toute possibilité de « grande primaire de la gauche » organisée y compris avec le PS : « la candidature de gauche à laquelle nous voulons travailler ne peut évidemment en aucun cas être celle de François Hollande qui s'acharne, malgré le rejet populaire, à vouloir repartir, ni celle d'un autre représentant de la même politique, soutenue, depuis 2012, par la direction du parti socialiste ».

La tonalité donnée par ce CN met en évidence des positions populaires parmi les militant.e.s ; à l'opposé du « pouvoir actuel, qui aux yeux de nombreux Français disqualifie la gauche (...) le projet de changement que nous voulons, qui passe par l'abandon des politiques d'austérité et des modèles de concurrence libérale refusant de

s'attaquer au coût du capital, le front politique populaire et citoyen qui devra le porter, ne seront possibles que par une implication citoyenne grandissante dans la construction de ces projets et dans les échéances électorales ».

De l'avis des observateurs, sans ce vote du 15 avril, montrant qu'elle inflexion était prise, le texte de la direction n'aurait sans doute pas dépassé les 40 %. Mais le refus de subir de nouveau les ambiguïtés d'un accord éventuel avec le PS a été voté le 15 avril, comme la lecture de la résolution le montre. Elle s'accompagne d'une annonce : « Le Parti communiste s'adresse donc solennellement aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes qui s'impliquent dans le mouvement social, dans la vie associative, et à toutes les forces disponibles pour un tel processus collectif pour leur dire : passons ensemble aux actes, en commençant par la construction d'une grande phase de débats et de consultation citoyenne. (...) Nous proposons à tous ceux qui veulent avancer de se rencontrer très vite pour organiser une première vague de débats citoyens avant l'été dans les départements. »

Pour le PCF, il s'agit d'une démarche exigeante : rompre avec les illusions à l'égard du PS, qui ont coûté très cher, et si longtemps et reconstruire une stratégie d'autonomie et de constitution d'une alternative plurielle, le Front de gauche, comme il aurait dû être et non pas ce qu'il fût.

Jusqu'au congrès de juin se déroulent donc, au sein du PCF, des débats d'une grande importance.

Le tableau des résultats par département, consultable sur le site du congrès, donne des indications pour mieux comprendre le besoin d'un cadre commun pour reconstituer les forces d'un « nouveau front populaire », pour reprendre cette expression de plusieurs textes de contributions (lisibles par tout sur le site pcf.fr). On peut aussi voir les points forts locaux de l'un ou l'autre des textes.

Une grande majorité des militants ont tenu à ôter toute illusion à l'égard des « primaires de toute la gauche » : « Pour une alternative à cette politique, nous cherchons à construire une candidature en phase avec les attentes citoyennes de changement et s'appuyant sur un contrat populaire et citoyen le plus large possible » (...) pour entraîner le maximum des forces disponibles dans toute la gauche sociale et politique pour une construction alternative à la politique de François Hollande ; nous sommes disponibles pour construire un processus collectif citoyen ».

Comment apprécier la validité de ces options ? Jusqu'au congrès des 2 au 5 juin, les débats auront lieu dans les sections et les fédérations. Des amendements à la « Base commune » sont présentés. Les divers groupes animant les textes alternatifs peuvent susciter des amendements, pourvu que des membres de leur « courant » les déposent et soutiennent.

Aux observateurs qui voient l'importance des choix que font les militants du PCF de ne pas en avoir une lecture étroite. N'ignorons pas un fait maintenant majeur : une minorité seulement reste tournée vers les vieux schémas. Et cela ne saurait laisser indifférent qui partage les propositions pour regrouper une alternative !

D'ores et déjà, des propositions de débats sont formulées. Elles devraient pouvoir se concrétiser au cours des mois de mai et de juin à partir des options d'actualité qui mobilisent le pays : « Quelle politique de gauche en matière d'emploi et de travail, d'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux ? Quelle politique bancaire, monétaire et fiscale contre l'évasion fiscale et pour que l'argent serve l'Humain d'abord ? Quels pouvoirs citoyens pour démocratiser la République ? Quelle alternative de gauche en Europe ? »

Pour le moment, « le seul candidat c'est le programme », peut-on dire pour résumer la volonté d'une majorité de militant.e.s. Et cela repose la question de candidatures communes à la présidentielle et ensuite aux législatives, portée par une convergence à partir de propositions, d'exigences, d'engagements. Qui voudrait aller vers la

Au PCF, le débat stratégique se poursuit...

concurrence généralisée entre celles et ceux qui peuvent former une alternative ? Cette question est adressée à tous les candidat.e.s déjà déclarées...

En même temps, il est clair qu'il s'agit, aux yeux de nombreux militant.e.s du PCF, de fonder et dynamiser un rassemblement populaire et citoyen, un « Front » tel qu'il aurait pu et dû être pour construire en commun depuis 2012. La discussion sur les « mesures d'urgence » à défendre pour une présidentielle et des législatives ne se sépare par des axes de la transformation d'ensemble de la société : une force ne peut se consolider sans des axes, des pratiques et des projets...

Pierre Cours Salies.